

Cameroun et Côte d'Ivoire : la Françafrique toujours vivante

L'URC est aux côtés des peuples africains dans leur lutte pour la souveraineté !

Communiqué de l'URC du 02 novembre 2025

Ces derniers jours, des soi-disant « élections » ont eu lieu au Cameroun et en Côte d'Ivoire, deux pays stratégiques pour l'impérialisme français.

Au Cameroun, le Conseil constitutionnel a, sans surprise, annoncé lundi 27 octobre la « victoire » du dictateur Paul Biya avec plus de 53 % des voix, tandis que son ancien ministre passé à l'opposition, Issa Tchiroma Bakary, est crédité de 35,19 %. Ce dernier revendique la victoire et a appelé à des rassemblements et manifestations. Ces événements sont féroceement réprimés et plusieurs morts sont à déplorer.

Cette « élection » -qui avait été préparée par l'invalidation des candidatures de l'opposition dont celle du principal opposant- n'est qu'une terrible farce, malheureusement sanglante, pour maintenir au pouvoir Paul Biya (âgé de 92 ans, au pouvoir depuis 43 ans) et continuer sa politique sociale et économique favorable à l'impérialisme. Alors que 4 camerounais sur 10 vivent en situation de pauvreté nationale (moins de 3euros par jour), les monopoles français comme Orange, Bolloré, Perenco, Castel, Vinci, Bouygues ou Total s'enrichissent à n'en plus finir.

La bourgeoisie compradore camerounaise est fortement soutenue dans sa violente domination, en menant des partenariats sécuritaires avec Israël et bien entendu, la France, qui arme et forme les forces de police qui mènent actuellement la répression post-électorale.

En Côte d'Ivoire, c'est Alassane Ouattara qui a regagné les pseudo-élections présidentielles avec 89,77 % des voix, sans opposition. Ses principaux concurrents ont été empêchés de se présenter, et ces dernières semaines, les manifestations ont été fortement réprimées avec des centaines d'arrestations suivies d'emprisonnements.

Rappelons que Ouattara a été mis au pouvoir par l'armée française en 2011 en bombardant le palais présidentiel où se trouvait le président de

l'époque Laurent Gbagbo. Si Ouattara a annoncé il y a quelques mois la rétrocession de la dernière base militaire française (sous la pression de la jeunesse et des classes populaires), au moins 80 militaires français se trouvent toujours en Côte d'Ivoire.

Comme toujours, ce soutien militaire vise à conserver des monopoles économiques : la France est le premier investisseur en Côte d'Ivoire et les entreprises françaises représentent 30% du PIB du pays. Pendant ce temps, la majorité de la population vit dans la pauvreté, et l'espérance de vie moyenne est de 59 ans.

Dans un contexte de crise généralisée de l'impérialisme, qui affaiblit particulièrement la domination française en Afrique, ces 2 pays restent des piliers stratégiques pour l'ex puissance coloniale, qui ne veut pas subir de nouvelles défaites. En effet, ces dernières années, les peuples d'Afrique de l'Ouest ont démontré qu'il est possible de chasser la France et ses bases militaires. Le Mali, le Niger et le Burkina Faso continuent de se détacher du néo-colonialisme via l'Association des Etats du Sahel (AES) suivie par le Tchad et le Sénégal. A l'autre bout de l'Afrique, dans l'Océan Indien, à Madagascar, les manifestations anti-françaises se sont développées après le renversement populaire du président Rajoelina, notamment en réaction à l'exfiltration de ce dernier par un avion militaire français.

L'URC est pleinement solidaire des classes populaires et de la jeunesse du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, dans leur combat contre Biya et Ouattara, 2 laquais de l'impérialisme français.

**Stop au néocolonialisme
et au franc CFA !
Justice et réparation pour les
crimes commis par l'armée
française en Afrique !
Militaires français en Afrique : de-
hors ! Ouattara et Biya : dégagez !**